



Sykes-Picot: Un siècle calamiteux pour la France

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 17 mai 2016

madaniya.info 16 mai 2016

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Ce texte ne se propose pas de dresser une chronologie de l'Histoire du Moyen-Orient depuis un siècle. Autrement dit de développer un récit linéaire des événements tels qu'ils se sont produits depuis la conclusion de l'accord Sykes-Picot portant partage du Moyen-Orient par les puissances occidentales sur les débris de l'empire ottoman. Il se propose de procéder, non à une histoire totale, mais à une histoire problématisée, c'est-à-dire une histoire qui explique les enchaînements des événements et tente d'en expliquer les raisons.

«Il a fait deux séjours assez long en France, où la cour dans l'idée qu'il deviendrait un jour un personnage important dans l'Empire, le traita parfaitement bien. Isaac Bey a perdu dans ses voyages, soit en France, soit en Russie, les qualités solides qui rendent les Ottomans recommandables et a contracté, à un haut degré, les défauts des Européens. Esprit d'intrigue, légèreté, in-considération, corruption, tout ce qui caractérise essentiellement les sociétés de la Cour dans laquelle il était admis se fait singulièrement remarquer en lui».

Dépêche du 1^{er} Messidor an III (19 juin 1795) de Verniac, Ambassadeur de France auprès de la Sublime porte, in «La vie de Pierre Rufin, orientaliste et diplomate (tome 1er)», par Henri Déhéraïn, conservateur de la Bibliothèque de l'Institut- Librairie orientale Paul Guethner- Paris 1929.

Une cascade de désastres diplomatiques et de capitulations militaires jusqu'à la relégation

Les accords Sykes-Picot paraissent rétrospectivement comme la première pantalonnade diplomatique de la France au XXe. La première d'une série qui jalonna le siècle. Sur fond des désastres de Trafalgar, de Waterloo, de Fachoda et de Sedan, culminant avec la capitulation française de 1940 face à l'Allemagne nazie, elle conduira l'historien français Marcel Gauchet à conclure qu' «en Mai 1940, la France a brutalement cessé d'être une grande puissance».

La capitulation de 1940 sera en effet suivie quatorze plus tard du désastre de Dien Bien Phu (1954), première défaite d'une armée blanche d'un pays membre permanent du Conseil de sécurité face à un peuple basané, et, deux ans plus tard, en 1956, du désastre diplomatique du Suez contre l'Égypte nassérienne.

1916 - Première pantalonnade: Sykes-Picot

Deux projets étaient en concurrence dans cette zone pétrolifère: Un projet français prévoyant la constitution d'une «grande Syrie», autour de Damas, et un projet anglais préconisant la constitution d'un ensemble régional autour du bassin historique de la Palestine. Par un tour de prestidigitacion don seule une diplomatie chevronnée le secret, les Anglais vont retourner le projet français à leur profit édifiant un ensemble régional regroupant l'Irak, la Jordanie (Transjordanie à l'époque) et la Palestine, au grand dam de

Paris qui devra se contenter d'un projet de substitution très en deçà de ses attentes avec les inévitables rancœurs qu'une telle défaillance suscitera.

Sous l'impulsion du Colonel T.E Lawrence, l'ami des bédouins et espion en chef des Anglais dans la zone, les hachémites, supplétifs de la Couronne britannique, chassés d'Arabie par les Wahhabites, compenseront la perte de leur magistère sur La Mecque, par deux trônes, l'un en Irak, l'autre en Jordanie, avec en prime un accès à la mer, via Haïfa, en Palestine, sous mandat britannique. Les juifs obtiendront, parallèlement, la mise en œuvre de la Promesse Balfour de Novembre 1917, prévoyant la constitution en Palestine d'un «foyer national juif», noyau du futur état israélien. Mais les Syriens, en guise de «grande Syrie» obtiendront une «Syrie mineure» sérieusement amputée d'une large fraction de ses provinces.

Le projet français ne manquait pourtant ni d'audace ni de grandeur. En visionnaire, Aristide Briand, alors chef de la diplomatie française, avait chargé Georges Picot, alors Consul général à Beyrouth, le 2 novembre 1915 des recommandations suivantes:

- Que «la Syrie ne soit pas un pays étriqué. Il lui faut une large frontière faisant d'elle une dépendance pouvant se suffire à elle-même»;
- Un tracé frontalier englobant «la Palestine avec des garanties données aux autres concernant Jérusalem et Bethléem»;
- Un territoire qui comprendrait «Beyrouth, Damas, Alep, la partie du Wilayet D'Adana située au sud de Taurus»;
- À l'Est, la frontière suivrait «la ligne de faite dans les wilayets de Diyarbakir et de Van (frontière turco-irakienne) pour redescendre vers Mossoul et atteindre l'Euphrate à la limite de la province de Deir Ez Zor»;

Les «régions minières de Kirkouk» devaient figurer dans les frontières de l'état syrien. Telle une peau de chagrin, ce bel ensemble va se rétrécir et la «Grande Syrie» va déboucher d'une Syrie réduite à sa plus simple expression.

Ce projet, grandiose, assurait la France d'une présence pérenne au Moyen Orient, en même temps qu'il sécurisait son indépendance énergétique. Une «Grande Syrie» englobant Jérusalem, Bethléem, Beyrouth, Damas, Alep, Van Diyarbakir, jusque même Mossoul et Kirkouk, c'est à dire un territoire englobant la Syrie, une partie du Liban, de la Palestine, de la Turquie et de l'Irak.

Mais face aux habiles négociateurs anglais, la France capitulera. Reniant ses promesses, la Syrie, du fait français, sera réduite à sa portion congrue au prix d'une quadruple amputation, délestée non seulement de tous les territoires périphériques (Palestine, Liban, Turquie et Irak), mais également amputée dans son propre territoire national du district d'Alexandrette.

Une trahison qui conduira le ministre syrien de la défense, Youssef Al Azmeh, en personne, à prendre les armes contre les Français pour la conjurer à Mayssaloune (1925), dans laquelle il périra ainsi que près de 400 des siens dans la bataille fondatrice de la conscience nationale syrienne.

1937- Deuxième pantalonnade: La cession du district d'Alexandrette à la Turquie

Vingt ans après Sykes-Picot, en 1937, Alexandrette: Une prime au génocidaire des Chrétiens d'Orient, Arméniens et Assyriens.

La France cédera à la Turquie, pourtant son ennemi de la 1^{ère} Guerre Mondiale (1914-1918), le district syrien d'Alexandrette, une cession qu'elle troquera contre la neutralisation d'Ankara dans une éventuelle future 2^e Guerre Mondiale.

Mais la capitulation de la France face à l'Allemagne nazie, en moins de 40 jours de combat, exonérera la Turquie de cet engagement. Rétrospectivement, la cession d'Alexandrette est apparue comme une prime gratuite à l'état génocidaire des Arméniens et des Assyriens de la part d'un pays, la France, qui se présente, pourtant, comme «le protecteur des Chrétiens d'Orient».

La Syrie vivra douloureusement cette amputation du Sandjak, désigné dans le langage populaire sous le vocable d'«Al Watan Al Salikh- la patrie amputée», cadeau empoisonné de la France à elle-même qui conditionnera pendant un siècle les relations entre Paris et Damas.

Un des plus célèbres «non-dits» des relations internationales, la perte d'Alexandrette-Iskandaroune, dans la foulée de l'implantation d'un Foyer National Juif en Palestine, a constitué le moteur des revendications nationalistes et des récriminations anti-françaises et anti-occidentales d'un pays hâtivement décrété «infréquentable», sans que l'opinion occidentale, particulièrement française, ne se soit penchée sur le bien-fondé de cette virulence nationaliste.

Blessure secrète, elle alimentera l'animosité des dirigeants syriens, bien avant l'avènement du parti Baas, contre l'ancienne puissance mandataire, allant jusqu'à lui dénier un droit de regard sur le Liban. Depuis lors, la Syrie a tenu la dragée haute à la France s'opposant frontalement à toutes ses équipées en terre arabe, que cela soit en Algérie où elle sera le premier pays arabe à y dépêcher des volontaires auprès des «Fellaghas»; lors de l'agression tripartite de Suez, en 1956, contre Nasser, où elle engagera le combat sur le front syrien; au Liban, enfin, dont elle constituera le «verrou arabe» pendant un demi-siècle, pendant que la diplomatie atlantiste s'applique un axe tel aviv, le Caire, Beyrouth dans le prolongement du traité de Camp David.

Le sort des Chrétiens d'Orient face aux équipées occidentales

Comment expliquer l'alliance de la France avec la Turquie contre la Syrie, c'est-à-dire l'alliance avec l'artisan du premier état génocidaire du XX^e siècle, contre la Syrie, qui abrite le mémorial du génocide arménien à Deir Ez-Zor. Contre la Syrie, le siège des patriarchats d'Orient depuis la chute de Constantinople. Contre la Syrie, que la France a amputé du district d'Alexandrette, cédée à la Turquie en guise de bonus à son génocide.

Le génocide arménien a produit un fort courant d'émigration des Arméniens chrétiens vers la France, les États-Unis, le Liban et surtout la Syrie, alors que la Turquie non seulement a été gratifiée par la France du district d'Alexandrette, mais hissée en prime, au rang de partenaire majeur de l'Occident au sein de l'Otan face au Monde arabe et à l'Union soviétique à l'époque de la guerre froide soviéto-américaine (1945-1989).

Au vu de ce bilan, force est d'admettre que tous les grands exodes des Chrétiens d'Orient auront été consécutifs à des équipées occidentales. Il en a été de la création d'Israël qui a produit un fort exode des chrétiens palestiniens vers la Californie et l'Amérique latine. Il en a été de même de la guerre civile inter libanaise, une guerre dérivative à l'échec américain au Vietnam, qui a provoqué un fort exode des chrétiens libanais vers le Canada, l'Australie, la France et les deux Amériques. Il en a été aussi de l'invasion américaine de l'Irak qui a provoqué un fort exode des chrétiens irakiens (assyro chaldéens). Il en a été enfin de la destruction de la Syrie (2011-2015), qui a fait refluer vers l'Europe les naufragés de la

politique de prédation économique de ce pays.

Force est d'admettre également que les chrétiens arabes auront toujours été les grands sacrifiés au bénéfice de la stratégie israélo américaine et qu'il importait désormais que le sort des chrétiens arabes soit scellé dans son ancrage avec son environnement arabe, tant il est vrai que les chrétiens arabes n'ont pas vocation à devenir une diaspora complémentaire des diasporas dans les pays occidentaux, à titre de vestige d'une civilisation perdue.

Protectrice des chrétiens d'Orient, la France a institutionnalisé et instrumentalisé le communautarisme tant au Liban que dans l'ensemble des pays sous son mandat, au mépris du principe de la laïcité et de la séparation de l'église et de l'état, pourtant un des principes fondateurs de la République française, au nom de la préservation de prétendus intérêts supérieurs du pays.

La mise à l'index du président libanais Émile Lahoud, unique chef d'état chrétien du Monde arabe, à l'initiative du président français Jacques Chirac, n'est pas un cas isolé. Il en a été auparavant de même du génocide impuni des Arméniens par les Turcs qui verra la France gratifier de son forfait la Turquie, en détachant le District d'Alexandrette de la Syrie pour l'offrir à celui qui était son ennemi de la première guerre mondiale.

Une opération qui s'est révélée une aberration de l'esprit vraisemblablement unique dans l'histoire du monde, pathétique illustration d'une confusion mentale au nom de la préservation de prétendus intérêts supérieurs de la nation au détriment de la victime.

1940 Troisième pantalonnade: Le syndrome de Vichy avec en contrecoup une politique d'humiliation et de punition

L'Allemagne a été battue par une coalition occidentalosoviétique; La France battue malgré la présence à ses côtés de cette même coalition. Mais, à l'inverse de la France, depuis sa capitulation en 1945, l'Allemagne, divisée, réunifiée, n'a plus jamais connu ni défaites militaires, ni revers diplomatiques et, grâce à sa compétitivité économique, elle est devenue la première puissance économique européenne, le moteur de l'Union européenne.

Infamie suprême, la capitulation de la France en rase campagne devant les troupes du Reich s'est doublée d'un sabordage de la flotte française en rade de Toulon, fait sans précédent dans les annales maritimes internationales.

Plutôt que de subir stoïquement, à l'exemple du Royaume Uni, les bombardements aériens de Londres; Plutôt que de rebondir à l'instar des États-Unis après la destruction de sa flotte à Pearl Harbour par le raid surprise de l'aviation japonaise, ou de prendre exemple sur l'Union Soviétique sacrifiant 20 millions de personnes pour épargner à Stalingrad le déshonneur de la capitulation.

Plutôt que de lancer ses cuirassés à l'assaut des blindés des divisions Das Reich, en 1942, la France capitulera avant de recourir à ses supplétifs coloniaux, pour la 2e fois au XXe siècle, fait sans précédent dans l'histoire, pour laver son honneur perdu.

Face à cette succession de défaites retentissantes, survivance de la diplomatie de la canonnière, la France réagira par une politique d'humiliation et de punition de Sétif (Algérie-1945) à Thiaroye (1946-Sénégal) au Cameroun (Sanaga 1957) à Bizerte (1958).

L'effondrement des deux piliers de la stratégie atlantiste sur la rive sud de la Méditerranée (Zine Al Abidine Ben Ali (Tunisie) et Hosni Moubarak (Égypte), les deux béquilles arabes du

projet sarkozyste de l'Union pour la Méditerranée, sur fond d'effondrement bancaire du système capitaliste occidentale, a fait resurgir les pulsions belligères des deux anciennes puissances coloniales de la zone, le Royaume Uni, particulièrement la France, dans ses anciennes chasses-gardées, la Libye (2011) et la Syrie (2012).

Récidiviste, incorrigible, la France, renouant avec ses vieux démons, réactivera son vieil attelage avec la Turquie, en se lançant la destruction de la Syrie, cadeau compensatoire au néo-ottoman pour le refus de l'Union Européenne de l'admettre en son sein.

Au regard de la duplicité française et de la voracité turque, le parrainage franco turc a grandement obéré la crédibilité de l'opposition syrienne off-shore dans sa contestation du régime baasiste.

- <http://www.renenaba.com/la-credibilite-de-lopposition-syrienne-a-lepreuve-du-parrainage-franco-turc/>

Tout au long de cette séquence, la France a été médiatiquement pro-arabe, mais substantiellement pro-israélienne.

Les courbettes des dirigeants français devant les princes arabes ne doivent pas faire illusion. Fusent-elles d'un «cheval fougueux» elles sont de peu de poids face à Dimona, le symbole de la supériorité technologique et le gage de l'hégémonie militaire absolue israélienne sur l'espace national arabe depuis 60 ans. Excepté la parenthèse gaulliste , (1958-1981), la politique française dans ses deux composantes chiraco-sarkozyste et hollando fabusienne a été une politique philo-sioniste enrobée du vocable prétentieux de «grande politique arabe», articulée sur des «hommes providentiels»: Saddam Hussein (Irak) dans la décennie 1970-1980, Rafic Hariri (Liban) dans la décennie 1990-2000, le Qatar dans la décennie 2010, avant que le dévolu français ne soit jeté sur la dynastie sans doute la plus obscurantiste de la planète, la dynastie wahhabite saoudienne.

Mai 1940 marque aux yeux de l'historien français Marcel Gauchet le moment où «la France a brutalement cessé d'être une grande puissance». Le syndrome de Vichy gangrène la politique intellectuelle de la France depuis la défaite de 1940. Episode calamiteux, il sera suivi de deux autres catastrophes jamais entièrement assimilées: Dien Bien Phu et l'Algérie. Contrecoup funeste de son obsession pour la période 1940-1944, «le sentiment collectif en France a été mis à mal par la désagrégation du mythe de la Résistance», soutient l'universitaire mauricien Sudhir Hazareesingh, professeur à Oxford (2).

Un siècle calamiteux pour le Monde arabe

Calamiteux pour la France, les accords Sykes-Picot l'ont été aussi pour le Monde arabe particulièrement la Palestine.

La promesse d'un«Grand Royaume Arabe», -un leurre pour benêt miroité par les Anglais aux Hachémites-, a débouché sur la «Promesse Balfour, c'est-à-dire la promesse de création d'un Foyer National Juif en Palestine, puis avec le consentement complice des pays occidentaux à la prolifération et la consolidation de bantoustans sous occupation israélienne, autour des grandes agglomérations urbaines palestiniennes (Ramallah, Bethléem, Naplouse, Hébron et Djénine).

Une prolifération en guise de Foyer National Palestinien ayant vocation à constituer le futur état palestinien en guise de solde de tout compte occidental d'un conflit centenaire dont la responsabilité première incombe exclusivement aux pays occidentaux..

La promesse Balfour s'est révélée être une mèche à combustion lente qui a gangrené tout le long du XXe siècle dont les répercussions retentissent encore de nos jours sur la vie internationale viciant complètement la relation entre le Monde arabe et l'Occident. Opérant avec la promesse Balfour, «une compensation sur bien d'autrui», la forme pernicieuse d'une perversion triangulaire, le Royaume Uni a justifié pleinement son titre de «perfide Albion».

Avec Sykes-Picot, en 1916, la France a capitulé face à son allié anglais. Un quart de siècle plus tard, en 1940, la France a capitulé face à son «ennemi héréditaire» allemand, avant de capituler quinze ans plus tard, en 1955, face à son ancien colonisé vietnamien, à Dien Bien Phu.

Mode opératoire de la France depuis deux siècles, la capitulation est le trait majeur des campagnes militaires et diplomatiques françaises du XIX et XX me siècle: Face aux Anglais à Waterloo, en 1815; Face à l'Allemagne, en 1870, à Sedan; De nouveau face à l'Allemagne nazie en Mai 1940; Face au Vietnamiens, quinze ans plus tard, Dien Bien Phu en 1954, soit quatre capitulations en deux siècles. Du jamais vu dans les annales de la stratégie militaire mondiale.

Cible privilégiée des djihadistes, pourtant ses alliés objectifs contre le président syrien Bachar Al Assad -avec le double carnage de Charlie Hebdo (janvier 2015) et de Paris (13 novembre 2013)- la France apparaîtra rétrospectivement parmi les grands perdants de la guerre de Syrie, et selon l'expression de Marcel Gauchet «parmi les grands perdants de la mondialisation et parmi les grands perdants de l'Européanisation».

- Cf Emmanuel Todd: La France n'est plus dans l'histoire <http://www.les-crises.fr/emmanuel-todd-la-france-nest-plus-dans-lhistoire/>

Un couple turco-allemand en substitution du couple franco-allemand: Vers une victoire des anciens vaincus de la 1 ère Guerre mondiale.

À un siècle d'intervalle, la France récidivera dans l'affaire syrienne sa connivence avec la Turquie avec les conséquences désastreuses qui se sont ensuivis pour les deux équilibreurs de ce pays anciennement sous leur mandat. Errare Humanum Est Set PERSEVERARE DIABOLICUM.

Perspective cauchemardesque qui démontre l'inanité de la politique française au Moyen Orient: «Une éventuelle intégration de la Turquie à l'Union européenne entraînerait un recentrage des pays des Balkans par rapport au barycentre actuel de l'UE situé aujourd'hui en Allemagne, en ce que l'adhésion de la Turquie profiterait surtout à ce pays le plus peuplé de ce futur nouvel ensemble eurasiatique. La Turquie passerait ainsi devant l'Allemagne en termes de droit de vote au Conseil européen et en représentativité au Parlement de Strasbourg.

«Cette adhésion serait un formidable tremplin de puissance pour la Turquie, laquelle pourrait retrouver son rôle de «pont» entre les deux continents comme à l'époque ottomane de la Turquie d'Europe où son influence se faisait ressentir jusqu'à Vienne. La communauté turque d'Allemagne est la plus importante d'Europe. Nouvelle société germano-turque, l'Allemagne, si elle acceptait l'entrée de la Turquie dans l'UE, verrait son identité binationale s'accroître. Le couple franco-allemand céderait la place au couple turco-allemand en quelque sorte», soutient Hadrien Desuin (3).

Allemagne-Turquie: Une revanche des anciens alliés vaincus de la 1e Guerre Mondiale, en somme. Au terme de ce siècle, si cette éventualité de concrétisait, la France aura eu tout faux.

Précurseur, la France l'a souvent été au cours de son histoire, mais cette spécificité nourrie d'une conception hiératique de l'universalisme de sa mission versera dans la spéciosité au point de devenir un mode de comportement.

Aux chemins de crête qu'elle ambitionnait d'arpenter, elle substituera parfois les méandres fangeux des chemins tortueux, réduisant à néant les bénéfices de cette posture anticipatrice.

Faute d'un sursaut, à défaut de revisiter son histoire par une lecture critique de son récit historique, la France pourrait bien être la risée de la communauté diplomatique internationale; Atteinte d'un phénomène d'hystérésis, «à l'insu de son plein gré». Un astre mort qui continue de briller de sa luminosité d'antan, sans la moindre vitalité.

René Naba

POUR ALLER PLUS LOIN

- <http://www.renenaba.com/la-bataille-de-syrie-et-la-capture-par-liran-dun-drone-a-mericaïn-sophistique/>

-À Propos de l'Algérie et du non dit de la défaite et de l'amputation du territoire national/ Interview d'Alexis Jenni coauteur avec Benjamin Stora de «Mémoires dangereuses».

- http://www.respectmag.com/18431-memoires-dangereuses-quand-la-guerre-dalgerie-creait-le-fn?utm_source=Hebdo%20div&utm_medium=mailing&utm_campaign=Hebdo%20div

RÉFÉRENCES

1. Paris 2 novembre 1915 (Archives du ministère des affaires étrangères) Instructions d'Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères (1862-1932) à Georges Picot, consul de France à Beyrouth. Document publié dans «Atlas du Monde arabe géopolitique et société» par Philippe Fargues et Rafic Boustany, préface de Maxime Rodinson (Editions Bordas)
2. Sudhir Hazareesingh, professeur à Oxford, «Ce pays qui aime les idées- Histoire d'une passion française» Flammarion collection au fil de l'histoire-Juillet 2015.
3. Hadrien Desuin <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/10/20/31002-20151020ARTFIG00254-turquie-ue-comment-erdogan-tord-le-bras-aux-europeens.php>
4. http://oumma.com/222558/l-accord-secret-sykes-picot-a-partage-monde-arabe-ent?utm_source=Oumma.com&utm_campaign=47c55733d4-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_91de0eee48-47c55733d4-80991593

Hadrien Desuin est ancien élève de l'École spéciale militaire de St-Cyr puis de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale. Il est titulaire d'un master II en relations

internationales et stratégie sur la question des Chrétiens d'Orient, de leurs diasporas et la géopolitique de l'Égypte, réalisé au Centre d'Études et de Documentation Économique Juridique et social (CNRS/MAE) au Caire en 2005.

LES ACCORDS DE SYKES PICOT

Les accords Sykes-Picot sont des accords secrets signés le 16 mai 1916, entre la France et la Grande-Bretagne (avec l'aval des Russes et des Italiens), prévoyant le partage du Proche-Orient à la fin de la 1^{ère} Guerre Mondiale, en plusieurs zones d'influence au profit de ces deux puissances coloniales, dans le but de contrer les revendications ottomanes.

L'accord

Le 16 mai 1916, fait suite à un travail préparatoire épistolaire de plusieurs mois entre Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres et Sir Edward Grey, secrétaire d'État au Foreign Office. L'accord Sykes-Picot est conclu entre la France et le Royaume-Uni à Downing Street entre Sir Mark Sykes et François Georges-Picot. Il prévoit un découpage du Proche-Orient, c'est-à-dire l'espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne, alors partie intégrante de l'Empire ottoman. La Russie tsariste participe aux délibérations et donne son accord, comme l'Italie, aux termes du traité secret.

Carte des accords Sykes-Picot

Le Proche-Orient est découpé, malgré les promesses d'indépendance faites aux Arabes, en cinq zones:

1. zone bleue française, d'administration directe formée du Liban actuel et de la Cilicie
2. zone arabe A, d'influence française comportant le nord de la Syrie actuelle et la province de Mossoul
3. zone rouge britannique, d'administration directe formée du Koweït actuel et de la Mésopotamie
4. zone arabe B, d'influence britannique, comprenant le sud de la Syrie actuelle, la Jordanie actuelle et la future Palestine mandataire
5. zone brune, d'administration internationale comprenant Saint-Jean-d'Acre, Haïfa et Jérusalem. La Grande-Bretagne obtiendra le contrôle des ports d'Haïfa et d'Acre

À la suite de la Révolution d'Octobre qui renverse l'État tsariste et installe le pouvoir bolchevik, le nouveau gouverneur de Pétrograd découvre dans les archives du ministère des affaires étrangères une copie du texte du traité Sykes-Picot qu'il porte, en janvier 1918, à la connaissance du gouvernement ottoman, toujours possesseur des territoires concernés.

Le pouvoir ottoman transmet alors ces informations au chérif Hussein de La Mecque à qui avait été promis, un «Grand Royaume arabe». Promesse faite en 1915, par les Britanniques dans une série d'échange avec Sir Henry McMahon le haut-commissaire britannique au Caire, en contrepartie du dégagement chérifien de la coalition ottomane. Dès la nouvelle connue, la colère gronde chez les Arabes. Désagréablement surpris par la lecture du traité, Hussein transmet le texte au gouvernement britannique avec une demande d'explications.

Le 18 février 1918 le gouvernement britannique répond:

«Le gouvernement de sa Majesté et ses alliés n'ont pas abandonné leur politique qui consiste à apporter leur concours le plus entier à tous les mouvements qui luttent pour la

libération des Nations opprimées. En vertu de ce principe, ils sont plus que jamais résolus à soutenir les peuples arabes dans leur effort pour instaurer un Monde arabe dans lequel la loi remplacera l'arbitraire ottoman et où l'unité prévaudra sur les rivalités artificiellement provoquées par les intrigues des administrations turques.

Le gouvernement de Sa Majesté confirme ses promesses antérieures concernant la libération des peuples arabes.»

Aux États-Unis, le président Woodrow Wilson, tentant de mettre en avant l'argument de l'autodétermination des peuples, ne participe pas aux accords Sykes-Picot et cherche à obtenir un mandat de la Société des Nations elle-même en organisant dans le cadre d'une commission une consultation des peuples concernés. Les Français et les Britanniques sentant la situation leur échapper quittent la commission et se mettent d'accord sur les frontières à la conférence de San-Remo en avril 1920.

Application de l'accord

L'accord est entériné et légalisé avec un mandat en bonne et due forme de la Société des Nations lors de la Conférence de San Remo. La France reçoit mandat du Liban et de la Syrie, la Grande-Bretagne de l'Irak (agrandi de Mossoul cédée par les Français en échange d'une participation aux bénéfiques pétroliers du bassin de Kirkouk), de la Transjordanie et de la Terre Sainte, désignée sous son nom romain de Palestine.

L'accord franco-britannique doit faire face à une double opposition: l'insurrection nationale turque de Mustafa Kemal Atatürk en Anatolie, en opposition au traité de Sèvres, et l'installation du pouvoir des Hachémites, s'appuyant sur les nationalistes arabes, en Irak et en Syrie.

À Damas, que l'accord rattache à la domination française, Fayçal, fils du chérif Hussein, est proclamé roi du «Royaume arabe de Syrie». Les Français sont chassés d'Anatolie par les kémalistes à l'issue de la campagne de Cilicie mais parviennent à battre Fayçal et à lui faire quitter Damas, les Anglais, en compensation, l'installant sur le trône irakien. Le traité de Lausanne, en 1923, entérine l'intégration du sud-est anatolien à la nouvelle république de Turquie.

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2016

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon,

voyage dans l’imaginaire français” (Harmattan), “Hariri, de père en fils, hommes d’affaires, premiers ministres (Harmattan), “Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca